

<<<SOUS EMBARGO JUSQU'AU 29 OCTOBRE 2015, 00 h 01 (BST)>>>

Les risques de corruption dans le secteur de la défense au Moyen-Orient et en Afrique du Nord restent élevés

Transparency International met en garde contre les risques de corruption permanents contribuant à l'instabilité de la région

Le second Index Programme de Défense et Sécurité indique que les **États du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord sont très vulnérables en matière de corruption**, ce qui constitue une **menace permanente pour la sécurité et la stabilité** dans la région.

Seize des dix-sept États évalués dans l'index ont obtenu une note E ou F, représentant respectivement un risque « très élevé » ou « critique » de corruption dans le secteur de la défense. Seule la Tunisie obtient de meilleurs résultats, bien qu'elle soit toujours classée dans la catégorie « à risque élevé ».

Mme Katherine Dixon, directrice du Programme de Défense et Sécurité de Transparency International, a déclaré :

*« Il s'agit de l'une des **régions les plus instables et les plus conflictuelles** au monde. Les risques de corruption ont des répercussions bien au-delà des frontières de chaque pays, **ce qui fait peser un risque sur la sécurité internationale**. Des fonds et des armes peuvent être détournés pour alimenter un conflit ».*

*« On remarque que le seul pays à avoir fait des progrès dans ce domaine, même minimes, est la Tunisie, où la société civile peut encore se faire entendre ». **Si on augmente pas les niveaux de transparence et de redevabilité**, les risques de corruption dans la région resteront incontrôlables ».*

*Il est donc extrêmement souhaitable que les pays exportateurs **durcissent les conditions de vente d'armes** dans les pays où les mécanismes de lutte contre la corruption sont insuffisants ».*

Dans cette région, la croissance des budgets de défense figure parmi les plus rapides au monde : **les dépenses annuelles s'élèvent à 135 milliards de dollars US** et jusqu'à un tiers des dépenses publiques totales peuvent être consacrées à la défense.

Il existe des preuves manifestes que **les armes en provenance d'un large éventail de pays** sont parvenues à des groupes d'insurgés tels que **l'État islamique et les rebelles yéménites houthis**.

Le Koweït, le Maroc, l'Irak, la Libye, la Syrie, Bahreïn, Oman, l'Égypte, le Qatar, l'Algérie et le Yémen présentent un risque critique, car il n'y a pratiquement pas de redevabilité ni de transparence dans les institutions de défense et de sécurité.

Cependant, **tous les pays souffrent d'un manque de supervision, d'une confidentialité excessive, d'une mauvaise gouvernance et d'un népotisme généralisé**, avec le recours à des réseaux fondés sur les liens familiaux et les relations d'affaires pour l'obtention des contrats de défense.

Résultats

Pays	Groupe de risque
Tunisie	D <i>Risque élevé</i>
Jordanie	E <i>Risque très élevé</i>
Liban	E

<<<SOUS EMBARGO JUSQU'AU 29 OCTOBRE 2015, 00 h 01 (BST)>>>

Émirats arabes unis	E
Iran	E
Arabie Saoudite	E
Koweït	F <i>Risque critique</i>
Maroc	F
Irak	F
Libye	F
Bahreïn	F
Oman	F
Syrie	F
Algérie	F
Égypte	F
Qatar	F
Yémen	F

En Irak, des individus continuent à acheter des postes militaires : un poste de commandant de division aurait été vendu pour 2 millions de dollars US en 2014.

Le manque de redevabilité a freiné l'élaboration de politiques d'acquisition de matériels militaires stratégiques, aggravant la menace qui pèse sur la sécurité dans la région. Bien que les États-Unis aient fourni à eux-seuls 24 milliards de dollars US pour la formation et l'armement de l'armée irakienne, un général irakien a déclaré que l'incapacité à freiner l'avancée de l'État islamique était due à une puissance de frappe aérienne et à des armes inadéquates.

Bon nombre de ventes et de transferts inappropriés ont eu lieu bien loin des environnements manifestement fragiles, sous un léger voile de légitimité. En 2013, l'Arabie saoudite a acheté une grande quantité d'armes à la Croatie pour le compte des rebelles syriens ; en 2014, ce même pays a financé l'achat d'armes russes au nom du gouvernement égyptien soutenu par les militaires, pour un montant de 2 milliards de dollars US.

Notes aux rédacteurs

L'Index Programme de Défense et Sécurité (GI) évalue l'existence, l'efficacité et l'application des dispositifs de contrôle institutionnels et informels permettant de gérer le risque de corruption dans les institutions de défense et de sécurité. L'équipe d'experts de Transparency International rassemble des preuves à partir de diverses sources et personnes interrogées, puis les répartit dans 77 indicateurs afin de fournir aux gouvernements une évaluation détaillée de l'intégrité de leurs institutions de défense.

Le rapport 2015 relatif au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord publiée, à partir de ces données, le classement des pays selon leur niveau de risque et examine les tendances dans la région.

Des rapports fondés sur l'index 2015 seront prochainement publiés sur l'Afrique, l'Asie-Pacifique, l'OTAN, le G20 et les États fragiles.

Contact :

Dominic Kavakeb

Directeur de la communication

E-mail : dominic.kavakeb@transparency.org.uk

Tél. : +44 (0) 20 3096 7695

Mobile : +44 (0) 79 6456 0340 (demandes de renseignements en dehors des heures ouvrables)

<<<SOUS EMBARGO JUSQU'AU 29 OCTOBRE 2015, 00 h 01 (BST)>>>